

Poussée par la crise, l'Irlande ratifie le traité de Lisbonne

15% de chômage en 2010



Ils ont finalement dit oui. A 67%, les Irlandais se sont prononcés en faveur du traité de Lisbonne. Celui-là même qu'ils avaient rejeté quinze mois auparavant. Bien sûr, ils ne sont ni les derniers, ni les premiers à changer d'avis, mais on peut s'interroger sur les raisons de ce revirement soudain.

Faut-il y voir, comme le disent certains analystes, une conséquence de la crise ? Bien sûr, l'Europe a concédé toute une série de "garanties", afin de faire pencher la balance vers le oui. Ces garanties, qui concernent la fiscalité, la politique intérieure et la défense ont sans conteste permis de remporter l'adhésion des Irlandais les plus eurosceptiques, mais pas seulement.

Plus d'un an après le non, la crise est manifestement passée par-là. Frileux, les Irlandais ont préféré se placer sous la houlette de l'Europe. En clair, si, en juin 2008, l'Europe était considérée comme une machine inutile et coûteuse, les Irlandais, qui représentent moins de 1% de la population de l'Europe des Vingt-Sept, ont aujourd'hui révisé leur copie. Il faut dire que l'Irlande a été, et continue d'être, très fortement touchée par la crise.

C'est sans conteste l'un des pays les plus violemment éprouvés d'Europe. Il y a moins de deux ans, l'île, du fait de la vigueur de son économie, était surnommée le "tigre celtique". Aujourd'hui, le pays est en récession. Avec un produit intérieur brut en recul de 7,2% en 2009, les analystes estiment que la sortie de récession ne devrait pas avoir lieu avant le troisième trimestre 2010.

Parmi les secteurs les plus touchés, l'immobilier. Une récente étude réalisée par Fitch, et mentionnée par le *Irish Times*, montre que la reprise est encore loin. Pour l'heure, la baisse de l'immobilier en Irlande est de 24%. Selon cette étude, les prix de l'immobilier devraient encore reculer, jusqu'à atteindre un repli de 45% par rapport à leur plus haut niveau atteint en décembre 2006.

La situation de l'emploi devrait également mettre du temps à revenir à la normale. Les analystes prévoient un taux de chômage de 15% pour l'année 2010. A cela s'ajoute un euro de plus en plus fort, qui pèse sur le commerce extérieur, notamment sur les exportations du pays.

Faute de financement, le niveau des investissements devrait encore reculer de 15% en 2010, contre 30% en 2009, selon les chiffres avancés par l'organisme de statistique irlandais, The Economic and Social Research Institute (ESRI). Le gouvernement irlandais a dû mettre la main à la poche pour venir au secours des banques et des organismes immobiliers.

Dès septembre 2008, pour éviter que le pays ne plonge dans un marasme économique total, les dirigeants ont opté pour la garantie gouvernementale illimitée des dépôts bancaires en engageant 400 milliards d'euros. L'Etat irlandais est également venu à la rescousse des promoteurs immobiliers.

Le déficit public atteint également des records : actuellement à 11% du PIB, il pourrait encore se creuser en 2010 et atteindre 13% selon l'ESRI. Pour rappel, début 2007, le déficit était quasiment nul en Irlande. Aujourd'hui, l'île est bien loin des 3% fixés par le pacte de stabilité européen. Ses voisins européens affichent des scores guère plus réjouissants.

En Grande-Bretagne et en France, le déficit public atteint des sommets. En Bourse, l'indice de référence irlandais, l'Iseq 20, qui regroupe les vingt plus importantes capitalisations boursières du pays, a atteint son plus-bas en mars. Depuis, l'indice a repris près de 50%, comme la plupart des autres indices européens. Reste à savoir combien de temps ce rebond pourra durer s'il n'est pas adossé à une réelle reprise de l'économie.



"Aujourd'hui est une journée très importante pour l'histoire de la Pologne et de l'Union européenne", a déclaré le président Lech Kaczynski, qui a signé le traité réformateur quelques jours après le "oui" massif de l'Irlande.



C'est fait. Le président polonais Lech Kaczynski a signé samedi 10 octobre le traité de Lisbonne, parachevant ainsi sa ratification par la Pologne lors d'une cérémonie au palais présidentiel à Varsovie. "Le changement de décision du peuple irlandais a fait que le traité a repris vie et qu'il n'y a plus d'obstacles pour le ratifier", a déclaré Lech Kaczynski. "Aujourd'hui est une journée très importante pour l'histoire de la Pologne et de l'Union européenne", a-t-il ajouté.

Le président de la Commission européenne José Manuel Barroso, le président du Parlement européen Jerzy Buzek, ainsi que le Premier ministre suédois Fredrik Reinfeldt, dont le pays assure la présidence tournante de l'UE étaient invités à assister à la cérémonie.

La France salue la ratification

La France a salué la signature par le président polonais Lech Kaczynski du traité de Lisbonne, soulignant que cette 26ème ratification permettait d'espérer une entrée en vigueur "la plus rapide possible" du traité. "Nous saluons la signature par le président de la République polonaise, Lech Kaczynski, de l'acte de ratification du Traité de Lisbonne. Cette signature achève ainsi le processus de ratification par la Pologne, entamé par le vote des deux chambres du Parlement les 1er et 2 avril 2008", a déclaré le ministre des Affaires étrangères, Bernard Kouchner, dans un communiqué. "Cette vingt-sixième ratification constitue une nouvelle étape qui nous rapproche encore de l'entrée en vigueur du Traité de Lisbonne que nous souhaitons la plus rapide possible, avant la fin de l'année comme les 27 s'y sont engagés", a-t-il ajouté.

Maison de l'Europe de la Grande Thiérache - Centre d'information EUROPE DIRECT

2, rue Saint-Louis F-59610 FOURMIES

T : (33) 03 27 60 50 28 F : (33) 03 27 60 50 30

Courriel : eurothierache1@aliceadsl.fr

Responsable de la rédaction : Stéphane LIBERT (I.P.N.S.)



Commission européenne



PICARDIE
LA RÉGION



RÉGION
Nord-Pas-de-Calais



GÉNÉRAL
CONSEIL
L' AISNE



ACTION
FOURMIES
et Environs
Promotion Economique Intercommunale



FOURMIES
VILLE EN CAMPAGNE



Ville
HIRSON

L'ACTUALITE

Dernières minutes...

Les irlandais disent « oui » à 67 % au traité de Lisbonne : l'annonce de la victoire du « oui » a fait pousser un ouf de soulagement aux dirigeants européens. « Merci l'Irlande » a déclaré le président de la Commission européenne. Pour la Pologne, le président avait annoncé qu'il signerait le traité aussitôt après un « oui » irlandais ; mais pour la République Tchèque, la signature reste suspendue à une décision de la Cour constitutionnelle ainsi qu'au bon vouloir du président eurosceptique Vaclav Klaus.



La France soutien l'entrée de la Croatie dans l'UE : en marge d'une visite officielle à Zagreb, le président du Sénat français a déclaré que l'adhésion de la Croatie à l'UE était une « priorité » pour la France et que le pays balkanique pourrait devenir membre à part entière du bloc européen en 2011.



L'UE lance sa bibliothèque virtuelle : elle regroupe 50 ans de documents européens dans quelque 50 langues. Environ 110 000 publications ou 12 millions de pages, soit un coût total de 2,5 millions d'euros, ont été scannées et peuvent désormais être consultées et téléchargées dans la bibliothèque numérique de la librairie européenne.



Europe : présidence : à 2 jours du sommet européen de Bruxelles, le Premier Ministre luxembourgeois, doyen des dirigeants européens, a fait savoir qu'il était intéressé par le poste de premier président du Conseil européen convoité par l'ancien Premier Ministre britannique Tony Blair.